

## Législatives 2024 : des ressources chrétiennes pour faire vivre la démocratie

Par Élodie Maurot, le 3/7/2024 à 02h39

Dans le moment politique tendu que nous traversons et qui risque de durer, quel peut être l'apport des chrétiens ? *L'Hebdo* explore les chemins par lesquels la vie chrétienne peut venir nourrir une démocratie plus vivante.

### 1. Une solidarité au plus proche et au plus lointain

Accueil des migrants, politiques d'intégration, préférence nationale... Aujourd'hui, le débat public vient questionner les frontières de nos solidarités et interroger la juste échelle à laquelle celles-ci doivent se vivre. Quelle réflexion le christianisme peut-il proposer à ce sujet ?

*« Le christianisme est un universalisme moral, cela veut dire qu'il est crucial pour les chrétiens de ne pas se préoccuper seulement du bien-être de ceux qui appartiennent aux mêmes communautés particulières qu'eux : nos "tribus", nos familles, notre nation, et pas même notre communauté religieuse, souligne le sociologue Hans Joas, éminent sociologue des religions allemand et catholique engagé. Les chrétiens ne sont pas seulement obligés moralement envers les autres chrétiens, mais envers tout humain, et même envers ceux qui viendront après nous. »*

**« Des catholiques trouvent dans l'extrême droite actuelle l'expression d'une contestation »**

Dans ses travaux internationalement reconnus (1), Hans Joas a régulièrement insisté sur le fait que le christianisme est une des formes les plus importantes de l'universalisme moral.

*« Il n'est pas la seule, relève le sociologue. J'insiste sur ce point car certains chrétiens tendent à être autocentrés et à se considérer comme les seuls universalistes moraux. Il existe d'autres formes religieuses et des formes séculières d'universalisme moral, mais les chrétiens sont des universalistes moraux. C'est un point fondamental. »*

Pour autant, cet universalisme moral ne conduit pas à une solidarité si diffuse qu'elle en deviendrait vague et impersonnelle. « *L'universalisme moral ne signifie certainement pas que les chrétiens n'ont pas aussi des obligations morales particulières : ils ne doivent pas seulement se sentir obligés moralement à l'égard de ceux qui sont loin d'eux mais aussi des plus proches* », poursuit Hans Joas, qui cite l'écueil de la « *philanthropie télescopique* » mise en lumière par **Charles Dickens** dans son roman *Bleak House*, « *où l'un des personnages est tellement engagée à venir en aide aux pauvres d'Afrique qu'elle en néglige complètement sa propre famille et ses enfants* ».

Dans le christianisme, pas moyen d'arbitrer simplement entre son voisin et un inconnu à l'autre bout du monde. « *Dans la vie chrétienne, tout l'enjeu est ainsi d'équilibrer, de balancer, entre les obligations éthiques universelles et les obligations éthiques particulières, relève le sociologue. Ces deux formes d'engagement moral ne peuvent pas être placées dans une hiérarchie claire mais il faut tenir les deux dimensions, qui sont incommensurables.* »

**Pourquoi nous l'avons fait**

Les Français se rendent aux urnes divisés, irrités, exaspérés et nul doute que les résultats du second tour, dimanche, de ces élections législatives hors norme n'apaiseront pas des plaies politiques anciennes avivées par la dissolution de l'Assemblée nationale. La démocratie française se cherche, tâtonne et pendant qu'elle compte ses amis et ses faux frères pour éviter de basculer du côté de l'illibéralisme, la crise socio-économique, écologique et technologique ne cesse de se creuser.

La puissance de l'extrême droite dans notre pays doit être prise pour ce qu'elle est : un symptôme, le signal que notre démocratie peine à affronter l'ampleur des défis posés par la vie commune en ce premier quart de XXI<sup>e</sup> siècle. Empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir est une première étape. Il est aussi primordial de s'interroger sur les soins à apporter à notre démocratie. Et aucune bonne volonté n'est de trop.

Dans ce numéro, *L'Hebdo* a choisi d'explorer les ressources que la vie démocratique peut trouver du côté du christianisme. Nous avons souhaité redire que la démocratie est pour nous l'objet d'un engagement civique mais aussi spirituel, pour le bien commun qu'elle représente et la mise en œuvre de la fraternité et de la paix sociale qu'elle rend possible, même dans les soubresauts. Par là, nous ne prétendons pas que les chrétiens auraient la réponse aux maux de la démocratie. Nous les savons traversés par les mêmes peurs, rancœurs et conflits que les autres citoyens.

Nous n'ignorons pas la prégnance de l'extrême droite catholique, qui affiche désormais sa puissance médiatique, et gardons en mémoire que l'Église catholique s'opposa longtemps à la démocratisation de notre pays. Pour couronner le tout, celle-ci a du mal à faire vivre en son sein l'égalité des baptisés à travers le synode ouvert par le pape François. Difficile de combiner autant d'obstacles à une parole chrétienne sur la démocratie...

Il n'empêche qu'il existe des ferments de réflexion sur la vie démocratique que le christianisme peut apporter au débat public. De puissantes intuitions et de profondes convictions qui peuvent aider à clarifier les problèmes politiques actuels. Nous les passons en revue sous la forme de propositions thématiques dans ce dossier. À chacun de décider s'il veut en faire son miel. Une chose est certaine, dans nos temps troublés, les chrétiens ne pourront se payer de mots. C'est dans la qualité de leur vie civique, y compris entre chrétiens de bords politiques diamétralement opposés, que la plausibilité et la fécondité de leur contribution seront jugées...

Quelles sont les conséquences de cette tension sur le plan politique ? L'universalisme moral invalide d'abord toute forme de racisme, le racisme biologique mais également ses formes plus contemporaines liées par exemple à un rejet de l'islam ou à des discriminations sociales dans lesquelles l'autre est toujours essentialisé, réduit à une différence radicale, au nom de laquelle la relation est prétendue impossible. Le christianisme est ainsi incompatible avec la logique tribale de l'extrême droite, résumée par Jean-Marie Le Pen dans une formule restée célèbre : « *J'aime mieux mes filles que mes nièces, mes nièces que mes cousines, mes cousines que mes voisines* », car l'Évangile affirme que Dieu se révèle dans le visage de tout « *prochain* », de « *quiconque* » est approché.

*« Les chrétiens doivent toujours se poser la question de ce qui promeut le mieux les valeurs auxquelles ils tiennent : la démocratie et la justice sociale de l'État providence ».*

Hans Joas, sociologue des religions allemand et catholique engagé

Sur le plan politique, la vie chrétienne invite ensuite à tenir ensemble plusieurs niveaux d'engagement, « *même si c'est inconfortable dans le contexte politique actuel, ancré sur la dichotomie simpliste entre nationalisme et non-nationalisme, reconnaît Hans Joas. Les chrétiens ne peuvent pas être nationalistes, car ils ne peuvent pas tenir leur propre nation comme leur plus grand point de référence, mais cela ne signifie pas qu'ils soient simplement universalistes et refusent toute frontière. Ils doivent toujours se poser la question de ce qui promeut le mieux les valeurs auxquelles ils tiennent : la démocratie et la justice sociale de l'État providence* ».

Pour Bernard Bourdin (2), dominicain, enseignant en théologie politique à l'Institut catholique de Paris (ICP), cette oscillation « *entre un universalisme de surplomb et un raidissement nationaliste* » est « *le grand dilemme de notre temps* ». Ce que la réflexion chrétienne peut apporter dans ce moment, « *c'est une réarticulation de l'universel et du particulier* ». « *L'universel se vit toujours en un lieu, c'est aussi ce que nous disons au sujet de l'Église* », souligne-t-il. Pour le théologien, cela implique de considérer la nation comme « *une communauté d'existence civique et non ethnique, qui est inclusive sous conditions, et combine le désir de pérennité d'un groupe et l'intégration de nouveaux venus* ».

Cette manière de faire dialoguer le particulier et l'universel conduit le christianisme à vivre de manière particulière les frontières, sans les abolir mais sans les absolutiser non plus. « *Dans l'Église primitive, les chrétiens étaient des itinérants, rappelle Christoph Theobald, jésuite et professeur de théologie aux Facultés Loyola Paris. Ils ont tout de suite traversé des frontières, ils sont sortis du tribalisme, des lois de pureté du groupe et ont introduit un type nouveau d'hospitalité.* »

Dans notre climat politique crispé, cette audace des premiers chrétiens engage à une forme de liberté intérieure à l'égard de la question des frontières. « *Cela invite à traverser les frontières non sous la forme d'une globalisation qui nie le besoin d'un chez-soi, mais dans la conviction que la rencontre de l'autre peut être féconde* », suggère Christoph Theobald. Par leur longue histoire, faite de voyages à travers le monde et d'acculturations successives, les chrétiens peuvent témoigner de la richesse des rencontres culturelles et religieuses. « *Ils peuvent faire découvrir que l'identité n'est pas figée une fois pour toutes et œuvrer pour une conception de l'identité où la traversée des frontières est regardée positivement.* »

## 2. Contre les extrêmes, une autre radicalité

Comme le montrent les sondages, les chrétiens n'échappent pas à la séduction des extrêmes, mais le vote des pratiquants réguliers pour ces partis reste encore en deçà des moyennes nationales. Un habitus chrétien ferait-il signe vers une forme de modération politique ?

« *Sur le plan politique, les catholiques ne font majoritairement pas le choix des extrêmes, constate Jean-Louis Schlegel, sociologue des religions et fin connaisseur du christianisme. On peut juger que leur position est quelque peu tiède, mais il y a aussi une sagesse dans cette modération, qui n'oublie pas que le politique est le grand lieu de la violence et des passions mauvaises. Sans doute cette modération est-elle aussi un trait de notre génération (née après-guerre) qui a connu les excès des totalitarismes et n'oublie pas leurs innombrables victimes.* »

## Dans la tête de catholiques d'extrême droite

Contrairement aux idées reçues, la modération n'est pas nécessairement une compromission et elle ne signale pas forcément une tiédeur. « *On pourrait dire que le christianisme cultive une radicalité qui ne veut pas empêcher le discernement des situations, une radicalité qui s'applique à soi et ne s'impose pas aux autres* », poursuit Jean-Louis Schlegel.

Cette modération politique n'empêche pas des convictions fortes. « *Dans la vie chrétienne, la radicalité est essentiellement un geste de retour "à la racine", comme le montre l'étymologie du mot* », insiste le théologien Bernard Bourdin. Tout au long de son histoire, le christianisme a ainsi été capable de retours successifs à ses sources premières, à ses Écritures saintes, aux différents charismes des fondateurs de ses ordres religieux. Ce style singulier, articulant la mémoire et la créativité, pourrait inspirer aujourd'hui la vie démocratique dans la redécouverte de ses propres intuitions premières : antiques, religieuses, des Lumières, du libéralisme, du socialisme, du républicanisme...

Il n'existe toutefois pas que de la modération chez les chrétiens. Dans une société où la séduction des extrêmes s'accroît, ils ne restent pas à l'écart de ce mouvement général. « *Certains chrétiens peuvent être tentés par la radicalité identitaire et soutiennent le fait de ne vouloir passer de compromis avec personne*, décrit Bernard Bourdin. *Il s'agit alors de défendre un segment identitaire et "tant pis pour le reste".* »

Le danger est alors de rester entre soi ou de perdre une vue d'ensemble de la vie politique pour se spécialiser sur certains sujets, que ce soit la fin de vie ou les migrations. Pour Bernard Bourdin, le politique est au contraire nécessairement le lieu des compromis : « *La vie politique est faite de consensus à chercher. C'est l'essence même du politique. Il n'y a que dans les régimes autoritaires qu'on ne passe jamais de compromis, et pour cause...* »

Dégagée des pièges du scepticisme et du manichéisme, la modération pourrait-elle finalement devenir une forme de radicalité ? Cet apparent paradoxe donne à réfléchir... « *La modération ne peut pas être un essai de tout concilier, ce n'est pas le "en même temps" qui pose sur le fond beaucoup de problèmes*, souligne le théologien Christoph Theobald. *La modération consiste plutôt à prendre conscience que l'être humain et la société sont marqués par la vulnérabilité et qu'il y a des segments plus fragiles aujourd'hui, comme les zones rurales, les banlieues, les frontières, dont il importe de prendre particulièrement soin. Il y a là une radicalité spirituelle qui n'a rien à voir avec les extrêmes.* »

### 3. Vitale justice sociale

Il n'est pas de démocratie sans justice sociale. L'urgence de sa mise en œuvre est aujourd'hui avivée par la croissance d'une xénophobie qui s'articule au sentiment d'abandon et de déclassement des milieux populaires et à la croissance des inégalités. En ce temps de désorientation, il faudrait réentendre les appels des philosophes Emmanuel Mounier (1905-1950) et Simone Weil (1909-1943), qui ont cherché à réveiller les consciences catholiques de leur torpeur bourgeoise pour dire l'urgence du partage et de la justice sociale.

**« Simone Weil, c'est une vie vécue intégralement, en pensée et en action »**

Tous deux ont su refuser, avec autant de lucidité que de vigueur, les pièges du fascisme et du communisme, mais aussi la trahison du capitalisme bourgeois qui endort les consciences dans la jouissance égoïste. Emmanuel Mounier a particulièrement critiqué la « *bonne conscience sociale* » du catholique bourgeois, qui se félicite de condamner les excès de l'extrême gauche sans rester bouleversé par le sort des plus pauvres.

*« Contre le pessimisme, nous avons une foi. Contre l'optimisme, la morsure de l'injustice, écrivait-il dans Feu la chrétienté (1950). L'injustice ! Des milliers d'honnêtes gens l'ignorent en toute tranquillité, qui se font aujourd'hui de leur indignation contre le communisme un recours contre leurs propres remords, et contre son appel obsédant. Nous hanterons leurs nuits, nos nuits de sa voix rauque. Si la révolution socialiste dévie, il est trop commode de la juger, de se détourner, et de s'asseoir. (...) Le chrétien ne quitte pas le pauvre, le socialiste n'abandonne pas le prolétaire, ou ils parjurent leur nom. »*

Pour valoriser l'engagement des chrétiens dans la justice sociale, le pape Jean-Paul II n'a pas hésité à reprendre dans l'encyclique *Sollicitudo rei socialis* (1987) le terme de « *solidarité* », pourtant lié aux héritages intellectuels et sociaux de la gauche plus qu'au langage traditionnel de l'Église catholique. « *Il importe de souligner combien la reconnaissance de la solidarité en milieu catholique ouvre la voie à la rencontre d'héritages intellectuels et sociaux qui ont pu sembler aux antipodes de la tradition chrétienne*, relève André Talbot (3), théologien, professeur émérite à l'ICP, spécialiste des questions sociales. *La référence à un même terme n'est jamais anodine : des débats et des actions communes deviennent possibles.* »

**Législatives 2024 : infirmière, maître-nageur, entrepreneur... Ce que nous disent les Français**

Dans cette même encyclique, Jean-Paul II a rehaussé le statut de la solidarité dans le corpus chrétien en la qualifiant de « *vertu chrétienne* » (nos 39-40). Pour André Talbot, on peut lire là « *l'appel à un investissement personnel tant dans les relations directes avec ses semblables que dans la contribution à la vie d'institutions sociales (mutualisme, coopération, etc.)* ». Cette lecture permet aussi de comprendre la solidarité comme une véritable « *vertu sociale* ».

Dans le débat sur la justice sociale, la contribution active des chrétiens vient rappeler les exigences concrètes de « *la destination universelle des biens* » et de « *l'option préférentielle pour les pauvres* », deux principes fondamentaux de **la doctrine sociale de l'Église** qui peuvent éclairer bien des angles morts de nos démocraties. En ces temps de crise de l'autorité politique, ils peuvent aussi rappeler l'importance de la subsidiarité, autre principe directeur de la pensée sociale de l'Église, qui consiste à éviter de faire remonter les décisions aux échelons supérieurs et à favoriser la participation et la responsabilité des citoyens au plus près des réalités concrètes.

## 4. Le bien commun, un combat intérieur

L'urgence de **la recherche du bien commun**, dans une société française très divisée et « archipelisée », apparaît plus que jamais comme une nécessité. Cette notion, traditionnelle dans la pensée sociale de l'Église catholique, plus ou moins passée dans le langage courant, demeure pourtant conflictuelle. Car ce que chacun met derrière le bien commun relève souvent de valeurs subjectives.

*« Il faut dire et redire que nul ne peut définir le bien commun à lui tout seul car l'invocation du bien commun peut être une manière de dissimuler l'affirmation du bien tel que moi ou mon groupe l'envisage, insiste le théologien Bernard Bourdin. Le communisme, à ce titre, a été une idéologie dévoyée du bien commun. »*

*« Le bien commun ne peut pas être substantialisé. Il ne peut être qu'une visée, une idéalité. En ce sens, il redonne à la démocratie sa raison d'être. »*

**Bernard Bourdin, dominicain, enseignant en théologie politique à l'Institut catholique de Paris**

Peut-on alors mettre un contenu derrière la notion de bien commun ? « *Après de longues réflexions, je pense que le bien commun ne peut pas être substantialisé, ce qui reviendrait à considérer qu'on sait ce qu'est le bien commun, répond Bernard Bourdin. Il ne peut être qu'une visée, une idéalité. En ce sens, il redonne à la démocratie sa raison d'être.* »

Le bien commun peut aussi être considéré moins comme un horizon que comme une source, « *pas tant comme un but à atteindre dans une marche héroïque qu'un foyer de sens qui a sur nous des effets* », soulignent la théologienne **Claire-Anne Baudin** et la philosophe Camille de Villeneuve (4). Un foyer de sens qu'il faut pouvoir se représenter « *non sous la forme d'un bien à posséder ensemble (que ce bien soit matériel ou idéologique), mais d'une vie qui serait bonne pour tous* ».

Avec la crise écologique, la recherche du bien commun est devenue encore plus urgente et cruciale, comme l'a souligné le pape François dans l'encyclique *Laudato si'* (2014). Elle est passée d'un plan proprement politique à celui d'un souci plus large de la vie et des vivants, qui doit avoir en retour des effets sur les décisions politiques.

La quête du bien commun relève plus que jamais d'un profond travail intérieur, d'un combat spirituel, parce que nous sommes « *tracassés par tous les désirs de fuite. De toutes nos forces, nous préférerions ne pas voir, nous souhaiterions ne pas avoir à vouloir et nous choisissons de remettre à plus tard et, de préférence, nous exigeons que tout ce qui se présente comme nécessairement coûteux se réalise ailleurs* », constatent Claire-Anne Baudin et Camille de Villeneuve.

### Huit ans après « *Laudato si'* », l'Église de France est-elle vraiment plus « écolo » ?

Dans cette réflexion sur le bien commun, le christianisme peut proposer à la discussion sa métaphore d'une société regardée comme un corps solidaire, une compréhension héritée de la pensée de **l'Apôtre Paul** dans sa Première Lettre aux Corinthiens (1 Corinthiens 12, 12-25). Dans ce corps, chaque membre compte aux yeux des autres, est considéré dans sa singularité comme dans son lien à l'ensemble. Cette vision dit une solidarité, loin de l'image d'une société centrifugeuse attirant en son centre les citoyens performants et laissant dériver les plus faibles, toujours plus nombreux.

« *Le problème est que la pensée du corps est marquée par la pensée réactionnaire et antimoderne, car c'est le langage employé par Bonald et de Maistre au XIX<sup>e</sup> siècle, relève Jean-Marie Donegani, professeur émérite de science politique à Sciences Po Paris et psychanalyste, qui souligne qu'il existe toutefois deux sensibilités dans la théologie catholique, « l'une chez **saint Thomas**, valorisant la prééminence de la tête, l'autre chez **Bossuet**, qui défend l'égalité des membres* ».



Dans le débat philosophique sur la démocratie, la difficulté est aujourd'hui de penser la conjonction des libertés individuelles et le bien de l'ensemble, le maintien d'un commun, et même des communs – ces biens nécessaires à la vie humaine (eau, air, biodiversité...) que personne n'est en droit de s'approprier ou de dégrader. On bute là sur un nœud qui résiste et stimule la recherche.

*« La métaphore corporelle a été complètement abandonnée par la pensée libérale, qui ne veut voir que des individus radicalement isolés, indique **Jean-Marie Donegani**. Mais ce n'est pas comme cela qu'une société fonctionne. Dans la réalité, elle n'est pas composée d'individus qui seraient des atomes. On retrouve d'ailleurs la métaphore corporelle dans le discours républicain qui revient fortement ces dernières années. »*

## 5. La démocratie, une valeur spirituelle

Donald Trump, **Viktor Orban**... L'illibéralisme, défini comme un régime politique qui garde les apparences de la démocratie mais rogne sur les libertés individuelles, l'égalité des citoyens et l'État de droit constitutionnel, et où les contre-pouvoirs (juges, presse...) sont affaiblis, prospère.

Son succès s'adosse fréquemment à un récit national et à des valeurs revendiquées, fussent-elles instrumentalisées et dévoyées. Il cherche ainsi à occuper l'espace public laissé ouvert et « vide » par la démocratie libérale, construite sur le refus de promouvoir une vision du bien particulière. Comment les chrétiens peuvent-ils se positionner face à ce retour en force des valeurs ? Comment peuvent-ils éviter d'être pris dans une « guerre culturelle » à l'image de celle qui se déploie depuis plusieurs années aux États-Unis ?

**« Emmanuel Macron est-il un président illibéral ? »**

Un discours chrétien se développe aujourd'hui qui adosse les difficultés de la démocratie à la sécularisation et à la perte du sens de Dieu. Mais il est possible de renverser la perspective et de considérer la démocratie comme ayant une valeur spirituelle. *« Les valeurs de la République, la liberté, l'égalité et la fraternité, c'est énorme d'une certaine manière, souligne le théologien Christoph Theobald, qui tient ainsi à réveiller le sens des mots, affaiblis par le temps et les habitudes. Il y a là des valeurs à la fois héritées de la tradition chrétienne et partageables avec d'autres. »*

*« La fraternité, sur laquelle on ne peut pas légiférer, fait de la démocratie un système fragile, livré aux capacités de solidarité de la société, à la générosité des personnes »*

Christoph Theobald, jésuite et professeur de théologie aux Facultés Loyola Paris

Le jésuite attire tout particulièrement l'attention sur **la fraternité**, « *sur laquelle on ne peut pas légiférer et qui fait de la démocratie, d'une certaine manière, un système fragile, livré aux capacités de solidarité de la société, à la générosité des personnes* ». « *En désignant la fraternité comme valeur, on nomme une transcendance immanente* », considère Christoph Theobald.

Loin d'être un système simpliste, que l'on puisse réduire aux emballements de la majorité comme le postulent ses détracteurs, la démocratie demande « *un niveau de liberté intérieure et de spiritualité très exigeant* », pointe Christoph Theobald. À ses yeux, elle demande d'acquiescer « *une attention à autrui, une manière de se mettre à sa place* » qui rejoint la règle d'or énoncée par le Christ dans l'Évangile : « *Tout ce que vous voudriez que les autres fassent pour vous, faites-le pour eux vous aussi. Voilà la loi et les prophètes* » (Évangile de **saint Matthieu** 7, 12).

Cette fraternité, nécessaire mais non imposable, faisait dire au grand juriste allemand Ernst-Wolfgang Böckenförde (1930-2019), catholique fervent et social-démocrate engagé, que la démocratie repose sur une substance spirituelle – au sens large – qu'elle ne peut pas garantir. « *L'État libéral sécularisé vit de présupposés qu'il ne peut lui-même garantir. Tel est le grand risque qu'il a assumé par amour de la liberté* », écrit-il dans une formule qui a retenu l'attention outre-Rhin (5).

**Chantal Delsol : « La démocratie se délite par l'abandon progressif de son socle fondateur »**

Opposant résolu à toute idée d'État chrétien, Ernst-Wolfgang Böckenförde n'écrivait pas cela avec l'intention de remettre en cause la pertinence ou la viabilité de l'État sécularisé. Au contraire, le juriste a mis en lumière comment l'État séculier et la liberté religieuse se développent de concert. D'un côté la naissance de l'État moderne, affranchi du pouvoir religieux, permet la reconnaissance et la protection de la liberté religieuse. De l'autre, la croissance de la liberté religieuse empêche l'État moderne de rester prisonnier de son propre absolutisme et l'ouvre au respect radical de la liberté.

Dans cette configuration politique, l'attention à la liberté est centrale, mais la vérité n'est pas oubliée pour autant. Au contraire, pour Böckenförde, la reconnaissance de la liberté religieuse est le résultat d'un amour de la vérité devenu conscient que celle-ci ne peut se chercher que librement. « *La liberté religieuse existe comme droit non pas contre la vérité, mais par amour de la vérité, et correspond aussi précisément à une exigence de la foi chrétienne* », écrit-il.

Qu'en tirer pour notre présent, dans le moment de fragilité que traversent bien des démocraties ? Cette réflexion puissante, qui met en lumière simultanément la valeur et la vulnérabilité de la démocratie, invite les chrétiens à la soutenir, sans esprit de chapelle. Ernst-Wolfgang Böckenförde avait en effet l'espoir que les chrétiens « *cesseraient de voir en cet État, dans son caractère séculier, quelque chose d'étranger, d'hostile à l'égard de leur croyance et y considéreraient, au contraire, la chance de la liberté qu'il est aussi de leur devoir de conserver et de réaliser* ».

## 6. Contre la peur, le risque de se parler

Notre débat public est éclaté, mais un trait paraît paradoxalement l'unifier : il fourmille de peurs. **Peur de l'étranger et du migrant**, peur de l'islam, peur du néofascisme, peur de la fin de la démocratie, peur de l'oubli de la crise écologique sous les considérations court-termistes... La liste de nos inquiétudes semble pouvoir s'allonger à l'infini.

Faut-il aujourd'hui minimiser l'importance de ces peurs ou, au contraire, les prendre davantage en compte ? « *La peur est un sentiment premier automatiquement lié à l'insécurité* », décrit Jean-Marie Donegani, qui estime que les peurs sont à prendre tout à fait sérieusement et ne peuvent pas être balayées d'un revers de la main. « *Dès qu'on est confronté non seulement à l'insécurité, mais à une moindre sécurité, la panique nous saisit, car c'est la mort qui apparaît, la crainte de ne plus être* », souligne-t-il.

**François Dubet : « L'idée de contrat social s'est complètement délitée »**

Le problème posé par les peurs est rendu plus aigu par le fait que nos sociétés occidentales se sont habituées à la sécurité et ont développé une grande exigence sur cette question. « *Toute insécurité moindre, toute brèche dans le sentiment de sécurité, est ressentie beaucoup plus vivement qu'autrefois et devient source de panique* », constate Jean-Marie Donegani.

Comment alors soigner ce sentiment d'insécurité désormais important et qui a de dangereuses conséquences dans les urnes ? « *La réponse à l'insécurité est dans une forte socialité*, estime Jean-Marie Donegani. *Il ne faut pas oublier que la peur dépend de l'état de la société, qui induit la manière de considérer l'autre soit comme un possible guerrier, soit comme un frère.* » Pour le psychanalyste, « *le christianisme a certainement ici des choses à dire, mais le chemin est étroit et il faudra plus que des sermons pour le parcourir. Cela rappelle que la base du christianisme n'est pas si évidente que cela, que ce n'est pas si normal d'avoir des frères* ».

Pour Christoph Theobald, face aux peurs, il y a une responsabilité à ne pas rentrer dans les discours de dramatisation et à ne pas les propager : « *Cela suppose une attitude dans les conversations les plus élémentaires : le choix de ne pas s'emballer et une forme de renoncement, car ce qui fait peur est aussi ce qui fascine, comme l'ont montré les travaux de Rudolf Otto (théologien et philosophe allemand, 1869-1937, NDLR).* »

Pour cela, les chrétiens disposent de ressources propres dans les Écritures, qui contiennent nombre d'invitations à résister aux angoisses, aux peurs, et jusqu'au sentiment radical d'abandon qui caractérise toute vie humaine. La déconstruction de ces peurs peut aussi se mener collectivement. « *En réponse aux peurs, les chrétiens peuvent désigner des micro-lieux, des micro-sociétés qui sont des lieux de fraternité, où la peur est exorcisée, car là, oui, il s'agit bien d'un exorcisme* », souligne Christoph Theobald.

**Jérôme Fourquet : « Les catholiques sont pris en tenaille entre le wokisme et un islam identitaire »**

Prendre le risque de la parole est aussi un chemin pour traverser la peur et une attitude qui rejoint la foi chrétienne dans ses fondamentaux. « *Quand on lit l'Évangile, on voit que Jésus s'exprime sur un mode toujours dialogal. Il passe son temps à s'exposer aux débats avec les pharisiens, avec tous ceux qui sont contre lui, et il les convainc ou pas, rappelle le théologien Bernard Bourdin. L'Évangile nous dit ainsi que rien ne se fait sans échanges de paroles.* »

Sur ce sujet, le christianisme est porteur d'un trésor, mais « *dans des vases d'argile* », comme dirait l'Apôtre Paul, car la conversation se vit aujourd'hui difficilement dans toutes les communautés chrétiennes, « *même dans les communautés religieuses où l'on pourrait pourtant penser qu'il est plus facile de se parler* », sourit Bernard Bourdin. « *Nous sommes une religion de la Parole, une tradition de la Parole, et on n'arrive pas nous-même à se parler* », constate aussi Christoph Theobald, pour qui « *les divisions de la société française traversent totalement l'Église* ».

*« Face au sentiment de déclassement, d'insécurité culturelle, la question est : “Est-ce qu'on réussit à faire parler les gens et à les écouter jusqu'au bout ?” »*

**Christoph Theobald**

C'est donc avec beaucoup d'humilité et en commençant par des travaux pratiques à leur échelle que les chrétiens peuvent engager les discussions vitales à toute démocratie. « *Face au sentiment de déclassement, au sentiment d'insécurité culturelle, la question me semble être : “Est-ce qu'on réussit à faire parler les gens et à les écouter jusqu'au bout ?”* », relève Christoph Theobald. *Il y a quand même des ressources de la tradition chrétienne de ce côté-là : une*

*capacité d'écouter jusqu'au bout les personnes dans leur vie quotidienne – j'insiste sur le "jusqu'au bout" car les élus estiment écouter, mais le font-ils "jusqu'au bout" ? – et surtout de les faire parler. »*

**Olivier Abel : « Il y a en France une profonde insécurité culturelle, voire civilisationnelle »**

Dans le champ politique, le choix du dialogue n'a rien d'anodin. Il conduit à déplacer **le rapport à l'adversaire** et même à l'ennemi politique. *« Le caractère radical du message chrétien, de mon point de vue, est clairement : "Ne traite jamais un autre être humain comme rien d'autre qu'un ennemi" »,* avance Hans Joas.

Le sociologue entend ainsi se démarquer des thèses de Carl Schmitt (1888-1985), théoricien du droit, catholique et engagé au sein du régime nazi, qui avait posé le caractère central de la distinction entre « *ami* » et « *ennemi* » en politique, une grille de lecture devenue ensuite courante en philosophie politique. *« Pour moi, cette distinction n'est pas chrétienne, parce que je me sens, comme chrétien, profondément obligé d'aller à la rencontre de positions avec lesquelles je suis totalement en désaccord, et je reste obligé de regarder, même dans le nazi, un être humain »,* souligne le sociologue, en pesant ses mots.

Au regard de notre actualité, cette position a d'importantes conséquences pratiques.

*« Manifestez, formez des **coalitions contre l'extrême droite**, etc.,* invite Hans Joas. *Mais que ce soit toujours articulé à une attitude critique envers vous-mêmes. »* Pour le sociologue, toute opposition à l'extrême droite doit s'accompagner d'une réflexion sur les promesses non tenues de la démocratie, *« ses limites actuelles, et chercher à percevoir les éléments pro-démocratiques présents dans la protestation des gens qui votent pour l'extrême droite ».*

*« En proposant cela, je ne nie pas du tout le fait qu'il existe de vrais idéologues ennemis de la démocratie,* précise Hans Joas. *Mais labelliser ceux qui les suivent comme de simples antidémocrates n'aidera pas à fortifier la démocratie. »*

## **7. Inévitable engagement**

Dans un temps marqué par l'individualisme et le repli sur la sphère privée, l'engagement n'a aujourd'hui rien d'une évidence, pour les chrétiens comme pour les autres citoyens. Le goût de l'engagement public ne s'est-il pas étioilé au bénéfice des engagements privés ou affinitaires ? Aussi vaut-il la peine de relire aujourd'hui le texte que **Paul-Louis Landsberg** (1901-1944), ami de Mounier, fit paraître dans la revue *Esprit* sur l'engagement, en 1937 (6). Dans le contexte de l'entre-deux-guerres et de la montée des totalitarismes, ce philosophe à

l'esprit aigu, né dans une famille juive, baptisé enfant protestant puis devenu catholique, s'affronte à la question de l'engagement politique, nécessaire autant que périlleux.

Pour Landsberg, l'engagement est fondamentalement exigé par « *l'humanisation du monde* » et lié au caractère historique de la vie humaine. Mais le philosophe entend les réticences de ceux qui optent pour une forme de retrait. « *Jeté dans un monde plein de contradictions, chacun de nous éprouve souvent le besoin de se retirer du jeu, et de se mettre à l'écart sinon "au-dessus" des événements, en spectateur détaché, analyse-t-il. Le motif d'une pareille fuite du monde n'est pas un égoïsme plat, mais plutôt le désir de pouvoir constituer au moins une vie pleine de sens dans sa sphère individuelle et privée en se repliant sur soi-même.* »

Tout son propos est de démontrer l'illusion de cette fuite du monde. « *Notre existence humaine est tellement impliquée dans une destinée collective que notre vie propre ne peut jamais gagner son sens qu'en participant à l'histoire des collectivités auxquelles nous appartenons* », plaide-t-il. Par l'engagement, l'homme engage l'avenir et « *cette responsabilité en regard de l'avenir, aucun Dieu ne peut nous en libérer* ».

Surmontant ses propres hésitations face à l'engagement, Emmanuel Mounier entendra la leçon de son ami. « *Le devoir des hommes qui ont des intentions pures sera d'entrer dans l'impur, en tâchant de le purifier de l'intérieur, mais en ne s'évadant pas de cet impur sous le prétexte qu'il est impur* », écrit-il à la suite de leurs échanges.

Mais comment parvenir à lever les hésitations, les attermolements ? « *Pour Landsberg, qui a beaucoup travaillé sur saint Augustin, l'engagement – pour être juste – doit nuancer deux tendances : le scepticisme et le manichéisme*, explique Yves Roullière, essayiste et directeur de la publication des œuvres complètes d'Emmanuel Mounier. *Le propre du scepticisme est de suspendre toujours l'engagement, au nom du fait que rien ne peut être vraiment su de la réalité et en raison d'un désarroi devant notre capacité limitée d'accéder au vrai. Le manichéisme au contraire défend des positions tranchées.* »

Pour l'éditeur, cette analyse de Landsberg rejoint avec force notre actualité, « *où l'ambiance sceptique, de mollesse et d'apathie dans laquelle nous sommes plongés, génère le manichéisme, et où le manichéisme rapidement déçu nourrit le scepticisme en retour* ».

**« La révolution sera spirituelle » : relire Emmanuel Mounier, philosophe engagé**

Comment alors sortir de ce cercle ? « *Pour Landsberg, c'est d'abord en nous-mêmes qu'il nous faut traverser ces deux tendances, car elles nous habitent naturellement : on a tous un*

*sceptique et un manichéen en nous » souligne Yves Roullière. Il n'y a pour cela pas d'autre chemin qu'une confrontation à nous-mêmes et à la réalité. « Tout se joue dans une présence au réel, tel qu'il est, ni blanc, ni noir, ni parfait, ni imparfait, jamais "su", jamais "connu". Un réel dans lequel on s'engage avec des formes d'assurance, mais toujours sans garanties. »*

De l'engagement peut alors naître une perspective nouvelle sur soi et sur le monde. Le philosophe et protestant **Paul Ricœur** a ainsi valorisé l'engagement comme l'acte par lequel l'homme se construit et se découvre, bien loin d'une vision de l'engagement réduit à un activisme naïf, un militantisme étroit, à la promotion simpliste d'idées conçues avant toute action. « *L'engagement n'est pas une propriété de la personne, mais un critère de la personne* », a analysé Ricœur avec finesse : en m'obligeant à prendre position, la crise me transforme « *de fuyard ou de spectateur désintéressé en homme de conviction qui découvre en créant et crée en découvrant* » (7).

Il peut y avoir, du coup, de la joie dans l'engagement. Elle naît paradoxalement d'une absence de maîtrise. « *Mounier comme Péguy nous le rappellent, l'insécurité de l'engagement crée une liberté qui révèle en son fond de la joie*, relève l'essayiste Yves Roullière. *Cette perspective contraste avec la manière dont nous agissons aujourd'hui, souvent malheureusement juste pour éviter le pire. La joie, elle, vient du goût de la liberté.* »

(1) *Comment la personne est devenue sacrée* (Labor et Fides, 2016, 320 p., 29 €), *La Foi comme option* (Salvator, 2021, 252 p., 21 €).

(2) Il a notamment écrit *Le chrétien peut-il aussi être citoyen ?* (Le Cerf, 2023, 286 p., 22 €)

(3) Auteur de « *La doctrine sociale de l'Église catholique : une foi qui prend corps dans l'engagement social* », *Vie sociale*, 2008/3.

(4) « *L'avenir a changé* », dans *Le Bien commun, un combat spirituel*, revue *Christus*, avril 2022.

(5) « *Sur la théologie politique d'Ernst-Wolfgang Böckenförde* », *Société, droit et religion*, 2016/1.

(6) Publié ensuite sous le titre *Réflexions sur l'engagement personnel* (Éd. Allia).

(7) *Lectures 2, « Meurt le personnalisme, revient la personne... »* (1983), Seuil (2013).

Élodie Maurot